

**Pays :** Serbie

**Groupe géopolitique de l'UIP :** Groupe des Douze Plus

**Assemblée nationale de Serbie**

**Domaine d'action :** Le rôle des groupes parlementaires multipartites informels dans le suivi de la mise en œuvre des ODD.

**Points marquants (messages)**

- Les groupes parlementaires multipartites informels qui œuvrent à promouvoir les principes du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) sont susceptibles d'avoir un impact notable sur le renforcement des mécanismes de suivi de la mise en œuvre des ODD grâce au travail des commissions existantes.
- La participation active, le soutien analytique et l'appui au partage de l'information pour promouvoir la mise en œuvre des ODD et la collaboration régulière avec les institutions gouvernementales et les parties intéressées constituent une base solide à partir de laquelle les groupes de travail informels sur les ODD peuvent demander au parlement d'approuver la création d'un organe parlementaire officiel chargé de promouvoir et de soutenir l'action des parlementaires en faveur des ODD.

**Résumé**

Le groupe de discussion informel de l'Assemblée nationale de Serbie pour l'élaboration de mécanismes de suivi de la mise en œuvre des ODD (Groupe de discussion sur les ODD) créé en 2017 compte 15 membres de différents partis politiques et commissions parlementaires. Les membres du Groupe de discussion sur les ODD coordonnent les travaux relatifs aux ODD des commissions permanentes, tels que l'élaboration de propositions et l'adoption d'amendements législatifs pertinents, les dotations budgétaires et les autres décisions majeures que prendront les commissions. Le Groupe préconise la création d'un cadre parlementaire institutionnalisé pour s'assurer que les informations et les documents sont recueillis en temps opportun auprès du gouvernement et font l'objet d'un examen quant à savoir si celui-ci tient ses engagements envers la population dans le cadre du Programme 2030. Le Groupe de discussion sur les ODD fournit également aux parlementaires et aux commissions des documents d'information, des études et des analyses sur les ODD pour garantir une prise de décision éclairée.

Le Groupe de discussion sur les ODD tient régulièrement des consultations avec des représentants des pouvoirs publics et de la société civile, des universitaires et d'autres acteurs concernés pour garantir la transparence du processus de suivi et d'examen de la mise en œuvre des ODD. Des ateliers thématiques et des séminaires, notamment des visites sur le terrain dans des communautés locales et des discussions avec des représentants des collectivités locales autonomes, d'associations et de la jeunesse, sont aussi régulièrement organisés afin de contribuer à la réalisation des ODD au niveau local. Les membres du Groupe de discussion sur les ODD prennent part à diverses initiatives publiques et à des campagnes de sensibilisation, et nouent un dialogue avec diverses institutions publiques et

parties prenantes afin d'identifier des outils et méthodes clés sur la meilleure façon de coordonner les efforts et de tirer parti de l'expertise pour une mise en œuvre plus efficace des ODD.

Le Groupe de discussion sur les ODD aide en outre le parlement à superviser les travaux du Groupe de travail interministériel sur la mise en œuvre des ODD, et prône – en priorité – l'allocation de subventions aux groupes les plus marginalisés et les plus vulnérables. En collaboration avec d'autres commissions, il a apporté son appui à l'organisation du « Séminaire régional sur les ODD pour les parlements d'Europe centrale et orientale et d'Asie centrale » en 2018. Le parlement a été activement consulté lors de l'examen national volontaire (ENV) de 2019, et le président du Groupe de discussion sur les ODD a coprésidé l'ENV lors du Forum politique de haut niveau qui s'est tenu à New York. Le Groupe de discussion sur les ODD a par ailleurs facilité la collaboration approfondie avec l'instance nationale supérieure de contrôle et l'institut de la statistique, et établi un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) afin de renforcer les capacités parlementaires et de diffuser des publications et des produits d'information sur le Programme 2030 aux parlementaires.

### Résultats et impact

Suite aux activités menées par le Groupe de discussion sur les ODD, une mesure législative établissant des quotas pour les femmes au parlement a récemment été présentée. Une autre avancée a été la formation par le Comité de protection de l'environnement de la Coalition « Green Chair » qui permet aux représentants de la société civile et à d'autres acteurs non étatiques de prendre part aux travaux de la commission. Dans un premier temps, le Groupe de discussion sur les ODD a procédé à une évaluation de compatibilité des 12 initiatives législatives pour voir comment ces lois permettent et contribuent à la réalisation des cibles liées à l'environnement des ODD. Le Groupe de discussion sur les ODD a joué un rôle important dans la facilitation des consultations publiques et la mobilisation des intervenants, ce qui a mené à l'adoption de la nouvelle loi sur les changements climatiques en Serbie (mars 2021) qui régleme les émissions de gaz à effet de serre par le biais de mesures spécifiques d'adaptation destinées à réduire ces émissions. La loi satisfait aux obligations énoncées dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et l'Accord de Paris, et harmonise la législation nationale avec la réglementation de l'Union européenne.

Le Groupe de discussion sur les ODD a récemment élaboré un projet de déclaration qui sera soumis au parlement pour examen, pour se voir conférer le statut d'organe parlementaire permanent et élargir son mandat afin d'y inclure une approche plus institutionnalisée permettant d'intégrer les ODD dans les travaux des commissions thématiques. Cela permettra de s'assurer que les instruments et méthodes nécessaires adoptés par le Groupe de discussion sur les ODD et destinés à aligner la législation nationale et les crédits budgétaires alloués sur les ODD constitueront une référence obligatoire pour d'autres commissions et dans des actes parlementaires. La déclaration sera présentée puis examinée par l'Assemblée nationale début 2022.

### Défis

L'insuffisance des ressources nécessaires au recrutement de personnel expérimenté supplémentaire et la tenue régulière d'audiences et de consultations publiques en dehors de l'enceinte parlementaire, notamment les visites de terrain et les discussions avec les autorités et les communautés locales, posent des problèmes importants. Souvent, la situation se complique encore en raison du manque de

fonds destinés à régler les problèmes les plus urgents, notamment dans les zones de dégradation environnementale identifiées lors des visites sur le terrain et des consultations. L'établissement approprié des priorités et l'identification des cibles spécifiques au pays pour la planification, la mise en œuvre et la révision des ODD sont des défis supplémentaires qui nécessitent un soutien ciblé pour élaborer des outils pratiques. Enfin, compte tenu des cycles électoraux, il est nécessaire de poursuivre la formation des parlementaires sur les objectifs du Programme 2030 et la création de mécanismes officiels intégrant les ODD dans les fonctions essentielles du parlement.

### **Sources et liens**

Les activités liées aux ODD de l'Assemblée nationale de Serbie : <http://www.parlament.gov.rs/national-assembly.468.html?SearchText=SDG>.

### **Contact**

M. Milorad Mijatovic, parlementaire, Assemblée nationale de Serbie : [mijatm47@gmail.com](mailto:mijatm47@gmail.com)

M. Vladimir Filipovic, Conseiller principal, Assemblée nationale de Serbie : [vladimir.filipovic@parlament.rs](mailto:vladimir.filipovic@parlament.rs)